

LE CANADA OU L'EMPIRE

LEQUEL EST LA PATRIE ?

L'idée de patrie commençait à émerger lentement du mélange des éléments disparates qui composent la Confédération, lorsque la propagande impérialiste, les projets de marine de guerre et de contribution à la flotte impériale, sont venus entraver le progrès de la nationalité canadienne.

L'impérialisme anglais est l'antithèse du patriotisme canadien ; c'est la divergence, vers l'ensemble des possessions britanniques, des conceptions, des sentiments et des devoirs que les nationalistes, fidèles à la pensée des pères de la Confédération, veulent faire converger vers la patrie canadienne.

Pour les impérialistes, la patrie c'est l'Empire, le patriotisme c'est l'amour de l'Empire; le devoir national, c'est la conservation et la défense de l'Empire. Pour les nationalistes, la patrie c'est le Canada, le patriotisme c'est l'amour du Canada; le devoir national, c'est l'unité et la défense de la Confédération canadienne.

Au fond, ce que les impérialistes pratiques veulent, c'est de concentrer toutes les forces de l'Empire dans les mains des autorités britanniques, pour le salut, la gloire et le bénéfice de l'Angleterre. Mais comme il ne ferait pas bon de dévoiler cet objet aux yeux des barbares des colonies, ils laissent exposer la doctrine et formuler les maximes par des théoriciens ingénieux qui s'efforcent de concilier l'impérialisme et le nationalisme.

Ces bons apôtres, dont plusieurs du reste sont sincères, représentent l'impérialisme comme le nationalisme élargi. Ils affirment hardiment que le régime de concentration qu'ils préconisent marque le développement suprême des principes du *self-government* et constitue la sauvegarde essentielle de l'indépendance des "nations soeurs".

Dans l'exposé de leurs doctrines, ils se servent d'arguments identiques à ceux que les nationalistes emploient pour stimuler le sentiment national.

Ils s'efforcent de développer dans chacun des pays britanniques la notion de la solidarité impériale, comme les nationalistes s'appliquent à faire naître dans l'esprit de tous les Canadiens l'idée de la solidarité nationale.

Ils mettent tout en oeuvre afin de persuader aux Canadiens, aux Australiens, aux Néo-Zélandais, aux Sud-Africains, de subordonner leur patriotisme à leur "loyauté" envers l'Empire; tout comme nous voulons amener les Ontariens, les Québécois, les Manitobains, à mettre l'unité et le salut de la Confédération au-dessus de l'intérêt de leurs provinces respectives.

* * *

Afin de démontrer la possibilité d'application de leur thèse, — l'unification de l'Empire sans amoindrissement des libertés coloniales, — les docteurs de l'impérialisme citent l'exemple de l'Empire allemand et de la République américaine, et celui de la Confédération canadienne elle-même.

Ils oublient un fait essentiel: c'est que la Prusse et les autres principautés de la Confédération germanique du Nord possédaient, comme les Etats-Unis, ce qui manque à l'Empire britannique: l'unité de territoire, la communauté d'intérêts et une suffisante homogénéité de population. Et cependant l'unification de ces pays ne s'est opérée qu'à la faveur de circonstances extraordinaires et au prix de sacrifices qui devraient faire réfléchir les faiseurs d'Empire.

L'empire germanique s'est cimenté dans le sang de l'Autriche et de la France. Le prix de son existence, c'est l'animosité ou la méfiance de tous les peuples qui l'entourent, c'est le fardeau écrasant du militarisme qui pèse sur l'Europe et dont le peuple allemand porte sa lourde part.

La haine commune de l'Angleterre, dont elles venaient de secouer le joug, a seule pu déterminer les treize colonies américaines à se départir d'une fraction de leur autonomie pour constituer un pouvoir central. Ce n'est qu'après un siècle de tiraillements et la guerre civile la plus sanglante dont l'histoire fasse mention, que l'unité américaine a triomphé de la doctrine de la souveraineté des Etats.

Le plus ardent des impérialistes serait fort en peine de prouver que la Bavière ou le Wurtemberg sont aussi libres aujourd'hui qu'ils l'étaient en 1864, que la Virginie ou le Massachusetts exercent, en 1913, les mêmes pouvoirs de gouvernement et de législation qu'en 1776.

Quant à la fédération des provinces anglaises de l'Amérique du Nord, il est fort douteux qu'elle se fût consommée si les territoires situés à l'Ouest du Lac Supérieur eussent été peuplés, en 1867, comme ils le sont aujourd'hui. Les symptômes de dissolution, conséquences de l'invasion étrangère et de la laxité des liens économiques qui unissent les deux moitiés du Canada, se manifestent déjà. Ceci n'est pas de nature à faire présager le succès des impérialistes, qui ont entrepris de réunir en un tout compact une multitude de territoires, éparpillés sur les cinq continents, séparés par toutes les mers, à peu près sans relations de commerce entre eux, sauf avec la métropole, et peuplés des éléments les plus hétérogènes issus des races blanches, jaunes et noires!

Les impérialistes oublient un autre point essentiel: c'est qu'en Allemagne, aux Etats-Unis et au Canada, on a constitué dès le début un gouvernement central, dont l'autorité émane de toute la nation et qui relève au même titre de chacun des états ou des provinces alliés.

Dans l'Empire britannique, rien de semblable n'existe. Tout ce qu'on arrachera aux colonies sous forme de contributions directes ou indirectes à la défense de l'Empire, et forcément abandonnées à la direction suprême des autorités britanniques, ne servira qu'à marquer davantage l'inégalité des pouvoirs que possèdent les divers pays de l'Empire.

Les impérialistes affirment bien que le jour est proche où tous ces pays formeront une fédération analogue à celles du Canada et de l'Australie et seront représentés, en proportion de leur population, dans un véritable parlement impérial.

Certes, le projet est grandiose. Si le peuple anglais y consentait, et si le peuple canadien en voulait, nous n'y ferions pas obstacle. Mais, s'il faut en juger par l'opposition formelle des hommes d'Etat anglais et par l'apathie apparente, sinon l'hostilité, du peuple des Iles britanniques, sa réalisation n'est pas prochaine.

* * *

Quoi qu'il en soit, avant de transformer les habitants du Canada en citoyens de l'Empire, il faut d'abord en faire des Canadiens. Même si les impérialistes ont raison contre les nationalistes, s'ils disent vrai lorsqu'ils prétendent que le patriotisme impérial est le développement normal du patriotisme national, il faut franchir la première étape avant d'aborder la seconde.

Or, rien n'est moins propre que la propagande de la thèse impérialiste à unir les Canadiens entre eux et à leur inspirer un sentiment de commun attachement à la terre canadienne. Plus pernicieuses encore sont les tentatives des impérialistes pratiques pour arracher au peuple canadien des contributions à la défense de l'Empire, sous les prétextes fallacieux dont les politiciens des deux partis canadiens se sont faits, à tour de rôle, les interprètes aussi ridicules que complaisants.

Le danger principal n'est pas, comme certains publicistes d'Angleterre l'ont écrit, de créer un antagonisme de races. Si l'on excepte la misérable tentative, heureusement avortée, de faire — à quatorze sous le pouce carré — du chauvinisme français un auxiliaire de l'impérialisme anglais, le problème des races et celui des relations entre le Canada et la métropole ne sont nullement connexes. L'élément ethnique ne fait qu'ajouter à la complexité du problème impérial.

Les partisans et les adversaires de l'impérialisme se recrutent parmi les Canadiens de toutes nationalités. Naturellement, la plupart des Canadiens d'origine non britannique, n'étant pas aveuglés par l'orgueil de race ni séduits par le rêve de l'hégémonie anglo-saxonne, se rangent parmi les adversaires; mais en cela, ils font cause commune avec un nombre considérable d'Anglo-Canadiens.

La définition la plus juste de la situation serait de dire que la propagande impérialiste fait le partage entre les Canadiens qui sont avant tout pour l'Empire, et ceux qui sont pour le Canada d'abord.

Le résultat n'est pas la haine des races; c'est l'affaiblissement de la notion du patriotisme et des devoirs qu'il comporte. La prédication du nouvel évangile a créé une division profonde entre les Canadiens; ils ne sont plus d'accord sur ce que doit être la patrie — Canada ou Empire — encore moins sur ce qu'ils doivent à l'un ou à l'autre. Tout en ergolant, sans rien accomplir, sur la nature et l'extension de leurs devoirs envers l'Empire, ils perdent conscience de leurs devoirs envers le Canada.

Entraînés en dehors de leur sphère naturelle, les Canadiens, gouvernants et gouvernés, se passionnent et se querellent pour des questions dont l'origine, les éléments et la direction échappent entièrement à leur contrôle; et ils négligent l'étude des problèmes nationaux les plus ur-

ents, dont la solution dépend de leur seule volonté.

* * *

De quoi s'est occupé le parlement canadien depuis près de quatre ans?

Si l'on excepte le projet de réciprocité, discuté du point de vue de l'Empire autant que du Canada, et le lamentable abandon des droits de la minorité dans le Kéwatin — nouvelle brèche dans les assises de la Confédération — le parlement canadien a passé son temps à s'occuper des affaires de l'Empire, sur lesquelles il n'exerce aucune autorité; comme conséquence, il n'a rien fait pour le Canada!

La session de 1909-1910 a été consacrée à la Loi navale. La session de 1911 a été interrompue deux mois durant pour permettre à sir Wilfrid Laurier d'aller déployer, à Londres, son merveilleux talent d'équilibriste et tenir le balancier entre le général Botha et sir Joseph Ward, au bénéfice de M. Asquith. A la session de 1911-12, M. Borden a demandé un sursis afin d'aller se faire éclairer sur le danger réel ou imaginaire de l'Empire. La dernière session s'est consumée à discuter le "péril allemand", la nécessité de fortifier la flotte anglaise, les mérites respectifs de la politique navale des deux partis.

Depuis quatre ans, les chefs des deux factions parlementaires se disputent avec acharnement la palme du dévouement à l'Empire. Ils se sont constitués, chacun leur tour, tantôt les Mascarille et plus souvent les Georges Dandin des politiciens de Londres.

Et pendant tout ce temps-là, les affaires du Canada vont au petit bonheur. La révision de la loi des banques, après avoir été ajournée deux ou trois ans de suite, a été bâclée sous la dictée de la junte de ploutocrates qui domine le ministère des finances et l'Association des banquiers; la redistribution des collèges électoraux a été ajournée; la réforme du Sénat, quant au nombre de ses membres et au mode de recrutement, a été renvoyée aux calendes grecques; la question des tarifs de transport, sur terre et sur mer, n'a été abordée que cette année, et la presse officielle nous révèle que des communications fort importantes du gouvernement britannique à ce sujet sont restées dans les casiers depuis trois ans; par contre, on a jeté à la hâte et presque sans discussion une quinzaine de millions à Mackenzie et Mann; mais la problème général de la propriété des chemins de fer canadiens reste encore sans solution; le canal de la Baie Georgienne en est au même point qu'il y a dix ans; de l'immigration, le problème national le plus important, rien!

Tandis que les deux partis se disputent depuis quatre ans sur la meilleure ou la pire manière de jeter l'argent du peuple canadien à la mer — c'est bien le cas de le dire, littéralement, — au bénéfice de l'Angleterre mille fois plus riche que le Canada, et pour le soutien d'une politique impériale qui échappe totalement au contrôle du peuple canadien, aucun de nos "hommes d'Etat" ne s'est préoccupé de rechercher où et comment le Canada se procurera les centaines de millions de dollars nécessaires pour défrayer le coût des multiples entreprises dont l'urgence s'impose. Et qu'on en soit certain, pour faire face à cette "urgence", véritable celle-là, ni l'Angleterre, ni l'Australie, ni la Nouvelle-Zélande, ne viendront nous apporter le secours de leurs millions ni la preuve tangible de leurs sentiments de "solidarité impériale".

Lorsque l'exécution de ces travaux s'imposera, et que le gouvernement canadien l'ajournera parce que les entreprises navales auront absorbé une trop forte proportion des ressources nationales, croit-on que le patriotisme du peuple canadien en sera accru en proportion des millions dépensés pour le salut de l'Empire et dérobés à l'édification de la patrie canadienne?

Henri BOURASSA.